



ÉDUCATION

Utile mais négligé,
le capteur de CO₂
en retard pour
la rentrée

PAGE 10

SOCIÉTÉ

Utile mais négligé : le capteur de CO₂ en retard pour la rentrée

Ce moyen de lutte contre le virus à l'école n'est pas assez soutenu, selon les syndicats.

CLEMENCE DILIGENT [@clemdiligent](#)

ÉDUCATION « Le capteur de CO₂ est un outil utile, donc nous poussons à sa généralisation », a affirmé, lors de sa conférence de rentrée du 26 août, Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'Éducation nationale. Une affirmation qui reste pourtant floue et tardive selon la majorité des syndicats de la profession. « Nous demandons depuis l'été 2020 des dispositifs pour améliorer la capacité à aérer les salles de classe », assure Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du Syndicat général de l'Éducation nationale CFDT (SGEN-CFDT). « Quand des consignes aussi claires ne sont données qu'à partir du mois d'août, cela complique sa mise en place, qui ne se fait pas en quinze jours, plus tôt aurait été mieux, mais maintenant que c'est là, il faut s'en saisir », poursuit-elle. À dix jours de la rentrée des classes, cette dé-

claration empêche nombre de collectivités de s'équiper en capteurs de CO₂ avant le jour fatidique du retour des élèves.

Angle mort

« On demande que des travaux soient faits, permettant de s'assurer qu'on puisse ouvrir les fenêtres dans les salles de classe et cantine », ajoute Catherine Nave-Bekhti. « Nous pensons que cela devrait être obligatoire, surtout dans les salles dont les fenêtres sont bloquées, ou qui en sont dépourvues : malheureusement, cela existe encore ! », abonde Isabelle Ferry, vice-présidente de la Fédération nationale des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP). « C'est la santé de nos jeunes et de nos enseignants qui est en jeu », estime-t-elle, tout en soulignant le coût important pour les collectivités locales, malgré la possibilité de demander une aide, qui

n'est aujourd'hui pas chiffrée. Dans une interview au JDD, Jean-Michel Blanquer a en effet affirmé que le gouvernement pourrait « aider » les collectivités ayant « des difficultés pour aller vite ».

« Dans l'académie d'Aix-Marseille, il y a plus de 480 écoles, comment voulez-vous que la mairie les équipe tous ? Pour certaines collectivités, c'est impossible, il faudrait une aide importante de l'État », explique Isabelle Ferry. Un coût qui, selon elle, risquerait d'aggraver les inégalités entre les élèves et pourrait se traduire par l'équipement de seulement quelques salles dans certains établissements. « Nous avons toujours en tête la déclaration d'Emmanuel Macron et son "quoi qu'il en coûte", nous estimons qu'il n'y a pas à faire d'économie là-dessus », évoque Sophie Vénétitay, secrétaire générale du Syndicat national des enseignements de second degré (Snes FSU). « Installer



ces capteurs de CO₂, cela a une visée scientifique aussi : sur une semaine, un mois, on peut voir si, en ouvrant les fenêtres un certain temps, on améliore la qualité de l'air ou non, ou s'il faut aérer plus longtemps par exemple. »

Elle regrette ainsi que cette absence de travaux et de mise en place de capteurs de CO soit un angle mort du protocole sanitaire. « Cela fait 18 mois que l'on sait que la diffusion par aérosol est un des points clefs de la contamination par le virus, il faut ouvrir les fenêtres, certes, mais qu'on ne soit pas en mesure d'équiper les établissements scolaires, c'est surréaliste. » ■



Un capteur de CO₂ dans une classe de l'école Marcel-Pagnol, à Cannes. PHOTOPQR/NICE MATIN/MAXPPP

